



CHAPITRE 115

Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Assomption, dans le comté de Beauce

[Sanctionnée le 6 février 1958]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Assomption, dans le comté de Beauce, ont, par leur pétition, représenté que leurs revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences scolaires, et qu'il est dans l'intérêt des contribuables, et nécessaire à la bonne administration des affaires scolaires et éducationnelles, que leurs revenus soient augmentés;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe spéciale autorisée.

1. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Assomption, dans le comté de Beauce, sont autorisés à imposer et à prélever, par résolution, une taxe spéciale de un pour cent, de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets, et sujette aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe actuelle en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements, dans les limites de leur municipalité.

Achats en dehors du territoire.

2. Toute personne résidant ordinairement dans le territoire régi par Les commissaires d'écoles de l'Assomption, dans le comté de Beauce, ou y faisant affaires

CHAPTER 115

An Act respecting The school commissioners for the municipality of l'Assomption, in the county of Beauce

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Preamble.

WHEREAS The school commissioners for the municipality of l'Assomption, in the county of Beauce, have, by their petition, represented that their revenues are inadequate to meet the school requirements, and that it is in the interest of the ratepayers, and necessary to the good administration of school and educational affairs that their revenues be increased;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Special tax authorized.

1. The school commissioners for the municipality of l'Assomption, in the county of Beauce, may, by resolution, impose and levy a special tax of one per cent of the same nature, on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax presently in force and provided for by chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments, within the limits of their municipality.

Purchases outside territory.

2. Every person ordinarily residing within the territory governed by The school commissioners of l'Assomption, in the county of Beauce, or carrying on

qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire de ladite commission scolaire de l'Assomption, dans le comté de Beauce, doit immédiatement en faire rapport au secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire de l'Assomption, dans le comté de Beauce, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer auxdits commissaires d'écoles, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans le territoire de ladite commission scolaire de l'Assomption, dans le comté de Beauce.

business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered to him there any moveable property, for consumption or use in the territory of the said school board of l'Assomption, in the county of Beauce, shall immediately, report the same to the secretary-treasurer of the school municipality of l'Assomption, in the county of Beauce, transmitting or producing to the latter the invoice, if any, together with such information as he may require, and shall also pay to the said school commissioners, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if such property had been purchased at the same price at a retail sale within the territory of the said school board of l'Assomption, in the county of Beauce.

Percep-
tion.

3. Ladite taxe est imposée et perçue dans le territoire régi par Les commissaires d'écoles de l'Assomption, dans le comté de Beauce, en même temps de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions et exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

3. The said tax shall be imposed and collected within the territory governed by The school commissioners of l'Assomption, in the county of Beauce, at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions and exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax collected under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Collec-
tion.

Conven-
tions.

4. Lesdits commissaires d'écoles de l'Assomption, dans le comté de Beauce, sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province de Québec pour la perception de cette taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

4. The said school commissioners of l'Assomption, in the county of Beauce, are authorized to make agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Agree-
ments.

Droits
trans-
portés.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province de Québec à exercer tous les droits des commissaires d'écoles de l'Assomption, dans le comté de Beauce, concernant la perception de la taxe d'éducation et les mêmes poursuites, pour infractions à la présente loi que celles prévues à l'article 39 de la Loi du contrôle du revenu, Statuts refondus, 1941, chapitre 73, telle que modifiée par la loi 14 George VI, chapitre 19.

Such agreements may authorize the Comptroller of Provincial Revenue to exercise all the rights of the school commissioners of l'Assomption, in the county of Beauce, respecting the collection of the education tax and the same proceedings for infringement of this act as those provided for in section 39 of the Provincial Revenue Act, Revised Statutes, 1941, chapter 73, as amended by the act 14 George VI, chapter 19.

Rights
trans-
ferred.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.